



SECEF

**ECOLE DE MUSIQUE
A Rayonnement Intercommunal
48, rue Saint-Bernard
57000 METZ**

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/08/2024**



Nos bureaux : 3 Rue de Turique, 54000 **Nancy** (03 83 98 65 25) | 1 Rue Saint Laurent, 54700 **Pont-A-Mousson** (03 83 81 07 73) |
16 Av. Sébastopol, 57070 **Metz** (03 87 30 24 75) | secef@secef.fr | Retrouvez nous avec toute l'actualité sur www.secef.fr

SECEF | 3 Rue de Turique, 54000 Nancy | SARL au capital de 1.000.000 Euros | SIREN 759 800 451 RCS Nancy | Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Grand Est | Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Est | Inscrite sur la liste des Experts Judiciaires près la Cour d'Appel de Nancy
Membre du groupement **Absoluce** en France et **INAA** à l'international (International Association of independant Accounting firms)



SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS.....	3
COMPTES ANNUELS	7





RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS





Mesdames et Messieurs
les membres de l'association
Ecole de Musique Agréée
A Rayonnement Intercommunal
48, rue Saint-Bernard
57000 METZ

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31/08/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » en fin du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du début de l'exercice à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- l'estimation des provisions constituées en vue de faire face aux obligations futures et notamment les indemnités de fin de carrière,
- le respect du principe de séparation des exercices comptables.





Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans l'annexe des comptes annuels concernant :

- Note n° 5.b.3 : provision pour indemnités de fin de carrière :

Une provision pour indemnités de fin de carrière d'un montant de 45 699 € figure au passif du bilan. Depuis le 01/09/2021, une dotation comptable forfaitaire fixée à 3% des salaires bruts était constatée chaque année. Cette dotation s'élève à 19 940 € pour cet exercice.

Une reprise de provision de 8 459 € relative à un départ en retraite, a été établie pour cette année 2023/2024.

Une évaluation selon une méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté conformément à la recommandation CNC n° 2003-R-01 et calculée sur l'ensemble des salariés âgés de plus de 55 ans, établit le montant de ces indemnités de fin de carrière à 170.000€ environ en retenant les hypothèses suivantes :

Vérifications spécifiques

Nous vous signalons qu'aucun document destiné à être présenté aux membres de l'assemblée générale (document autre que les comptes annuels) ne nous a été communiqué au jour où nous établissons le présent rapport. Nous ne nous prononçons donc pas sur la sincérité et la concordance entre les informations données dans ces éventuels documents et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé,



influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Metz, le 14/10/2024

Le Commissaire aux Comptes
Sarl SECEF


Denis PIVERT





COMPTES ANNUELS



BILAN EMARI 2023 - 2024

ACTIF IMMOBILISE	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles:				
Concessions, brevets, licences, marques, , logiciels..	8 850 €	6 397 €	2 453 €	
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours		-3 200 €	3 200 €	5 000 €
Immobilisations corporelles:				
Terrains				
Constructions				
Matériels pédagogiques	319 903 €	313 046 €	6 857 €	8 378 €
Autres	125 895 €	113 467 €	12 428 €	18 407 €
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations financières :				
Participations				
Autres				
Total I	454 649 €	429 710 €	24 939 €	31 785 €
Actif circulant :				
Stocks et en-cours :				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 041 €		4 041 €	
Créances :				
Créances clients	1 832 €	495 €	1 338 €	1 498 €
Autres produits à recevoir	1 945 €		1 945 €	7 376 €
Valeurs mobilières de placement :				
Disponibilités	161 404 €		161 404 €	128 569 €
Charges constatées d'avance	6 815 €		6 815 €	5 353 €
Total II	176 037 €	495 €	175 542 €	142 796 €
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
TOTAL GENERAL (I à III)	630 686 €	430 205 €	200 481 €	174 581 €



BILAN EMARI 2023 - 2024

Passif	Exercice N	Exercice N-1
Fonds associatif :		
Fonds associatifs sans droit de reprise	96 008 €	96 008 €
Réserves:		
Réserves statutaires		
Autres réserves	38 112 €	38 112 €
Report à nouveau	-198 691 €	-130 355 €
Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte]	-2 680 €	-68 336 €
Subventions d'investissement	2 122 €	2 447 €
Total I	-65 129 €	-62 124 €
Provisions pour risques et charges :		
Provisions pour risques	45 699 €	34 457 €
Provisions pour charges		
Total II	45 699 €	34 457 €
Fonds dédiés :		
Fonds dédiés Souffle d'Ebene	23 772 €	23 804 €
Fonds dédiés L'Atelier	8 108 €	5 022 €
Total III	31 880 €	28 826 €
Dettes :		
Emprunts et dettes auprès établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	4 250 €	2 931 €
Dettes fiscales et sociales	44 670 €	41 334 €
Dettes sur immobilisations		
Produits constatés d'avance	139 111 €	129 157 €
TOTAL IV	188 031 €	173 422 €
TOTAL GENERAL (I à IV)	200 481 €	174 581 €



COMPTE DE RESULTAT EMARI 2023 - 2024

Charges		Exercice N	Exercice (N-1)
Charges d'exploitation :			
Autres achats et charges externes		63 619 €	69 184 €
Impôts, taxes et versements assimilés		33 524 €	37 092 €
Salaires et traitements		661 263 €	710 635 €
	Administratif	180 515 €	
	Professeurs	480 748 €	
Charges sociales		194 024 €	211 995 €
	Administratif	68 429 €	
	Professeurs	125 595 €	
Dotations aux amortissements et dépréciations:			
	Sur immobilisations: dotations aux amortissements	8 547 €	10 258 €
	Sur immobilisations: dotations aux dépréciations		
	Sur actif circulant: dotations aux dépréciations	1 221 €	1 372 €
Dotations aux provisions		19 940 €	31 886 €
Autres charges		14 976 €	13 560 €
TOTAL I		997 114 €	1 085 982 €
Charges financières:			
Intérêts et charges assimilées			
TOTAL III			
Charges exceptionnelles:			
Sur opérations de gestion		379 €	1 170 €
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
TOTAL IV		379 €	1 170 €
Engagements à réaliser (fonds dédiés)			
Engagement à réaliser sur ressources affectées		3 087 €	5 621 €
TOTAL V		3 087 €	5 621 €
Total des charges (I à V)		1 000 580 €	1 092 773 €
Solde créditeur = bénéfice			
TOTAL GENERAL		1 000 580 €	1 092 773 €



07/10/2024

COMPTE DE RESULTAT EMARI 2023 - 2024

Produits	Exercice N	Exercice (N-1)
Produits d'exploitation :		
Ventes de marchandises		
Prestations de services	606 110 €	574 700 €
Subventions d'exploitation	360 350 €	306 530 €
Metz fonctionnement	196 000 €	
Montigny les Metz fonctionnement	68 000 €	
Saint Julien fonctionnement	1 920 €	
Ban Saint Martin fonctionnement	5 952 €	
Longeville les Metz fonctionnement	2 568 €	
Departement fonctionnement	49 100 €	
Autres subventions	36 810 €	
Reprises sur provisions et transferts de charges	15 498 €	112 114 €
Autres produits	12 689 €	9 433 €
Total I	994 647 €	1 002 777 €
Produits financiers:		
Autres intérêts et produits assimilés (2)	2 048 €	2 219 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total II	2 048 €	2 219 €
Produits exceptionnels:		
Sur opérations de gestion	457 €	18 916 €
Sur opérations en capital	475 €	525 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	241 €	
TOTAL III	1 173 €	19 441 €
Reprise de fonds dédiés		
Reprise des ressources non utilisées des exercices antérieurs	32 €	
TOTAL IV	32 €	
Total des produits (I à IV)	997 899 €	1 024 437 €
Solde débiteur = perte	-2 680 €	-68 336 €
TOTAL GENERAL	1 000 579 €	1 092 773 €



Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31.08.2024

Table des matières

1. Description de l'objet de l'association, de la nature et du périmètre des activités et missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre.	2
2. Evénements principaux de l'exercice	2
3. Principes, règles et méthodes comptables	2
4. Evénements postérieurs à la clôture.	2
5. Informations relatives au bilan	2
a) Bilan actif	2
1. Immobilisations corporelles. Amortissements pour dépréciation	3
2. Actif circulant – Classement par échéance	3
b) Bilan passif	3
1. Subvention d'investissements :	3
2. Provision pour risque maladie	3
3. Provision pour indemnités de fin de carrière	3
4. Provisions pour charges	4
5. Produits constatés d'avance	4
6. Autres dettes – Classement par échéance	4
6. Informations relatives au compte de résultat	4
a) Résultat exceptionnel	4
b) Fonds dédiés :	5
7. Engagements	5
8. Valorisation des contributions volontaires	5



1. Description de l'objet de l'association, de la nature et du périmètre des activités et missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre.

- L'association est exclusivement constituée d'une école de musique, théâtre et danse agréée à rayonnement intercommunal. Le but de cette école est de faire aimer la musique, de promouvoir des activités d'ensembles instrumentaux, vocaux et chorégraphiques, de donner aux élèves une structure musicale et leur permettre d'aboutir à un certificat d'études musicales (diplôme reconnu sur le plan national).
L'association a obtenu en 1985 un agrément du ministère de la culture et depuis 2018, elle est labellisée dans le cadre « 40 ans politique de la ville » pour ses actions innovantes et remarquables.
- Les cours sont dispensés sur plusieurs sites à Metz (Sablon, Queuleu et Grange aux bois), Montigny-Lès-Metz, Ban-Saint-Martin, Longeville-Les-Metz et Saint-Julien-Les-Metz.
- L'association emploie environ 23 salariés (en équivalent temps plein). Tous les professeurs sont diplômés.
- Ses ressources financières proviennent essentiellement des participations des élèves, mais aussi de subventions essentiellement de communes et du département de la Moselle.

2. Evènements principaux de l'exercice

Un départ en retraite.

Hausse significative de la subvention de fonctionnement de la Ville de Metz.

3. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

4. Evènements postérieurs à la clôture.

Rien à signaler.

5. Informations relatives au bilan

a) Bilan actif



1. Immobilisations corporelles. Amortissements pour dépréciation

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel pédagogique	linéaire	10 ans
Agencements	linéaire	10 ans
Matériel, mobilier de bureau	linéaire	8 ans
Matériel de scène et auditorium	linéaire	10 ans

2. Actif circulant – Classement par échéance

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

b) Bilan passif

1. Subvention d'investissements :

Les subventions d'investissements sont reprises au résultat au rythme des amortissements des immobilisations qu'elles financent.

2. Provision pour risque maladie

La provision historiquement comptabilisée pour lisser les impacts financiers négatifs des absences des salariés qui pouvait varier en volume d'une année sur l'autre n'est plus constaté au passif à compter de l'exercice clos au 31/08/2024. A ce titre la reprise du solde de la provision existante en début d'exercice a généré un produit de 241€.



3. Provision pour indemnités de fin de carrière

Une provision pour indemnités de fin de carrière d'un montant de 45 699 € figure au passif du bilan. Depuis le 01/09/2021, une dotation comptable forfaitaire fixée à 3% des salaires bruts était constatée chaque année. Cette dotation s'élève à 19 940 € pour cet exercice.

Une reprise de provision de 8 459 € relative à un départ en retraite, a été établie pour cette année 2023/2024.

Une évaluation selon une méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté conformément à la recommandation CNC n° 2003-R-01 et calculée sur l'ensemble des salariés âgés de plus de 55 ans, établit le montant de ces indemnités de fin de carrière à 170.000€ environ en retenant les hypothèses suivantes :

- Calcul basé sur le salaire en fin de carrière ;
- Calcul retenant les droits accumulés en fin de carrière ;
- La quotité de droits cumulés en fin de carrière est basée sur la convention collective de l'animation ;

- Âge moyen de départ à la retraite : 64 ans ;
- Taux de rotation du personnel : moyen ;
- **Calcul limité aux salariés âgés de plus de 55 ans en fin d'exercice.**
- Taux moyen d'augmentation annuelle des salaires : 3,0%
- Taux d'actualisation retenu : 3,0%
- Taux moyen de charges sociales : 50,0%

4. Provisions pour charges

Au 31/08/2024, aucune provision pour charges n'a été constatée.

5. Produits constatés d'avance

Une somme de 75 190 €, comptabilisée en « Produits constatés d'avance » représente les quotes-parts des subventions encaissées au 31 août 2024 et afférentes aux 4 premiers mois de l'année scolaire 2024/2025.

De même les cotisations des familles pour l'année scolaire 2024/2025 encaissées avant le 31/08 ont été comptabilisées en produits constatés d'avance à hauteur de 63 919 €.

Le total des produits constatés d'avance s'élève ainsi à 139 109 €

6. Autres dettes – Classement par échéance

Toutes les autres dettes sont d'échéance inférieure à un an.

6. Informations relatives au compte de résultat

a) Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est positif et s'établit à 794 €.

Il résulte des opérations suivantes :

1. Produits exceptionnels :	
1) Ajustements divers :	457 €
2) Cession d'un ordinateur :	150 €
3) Reprise sur provisions :	240 €
4) Quote part de subventions virées au résultat	325 €
2. Charges exceptionnelles :	
1) Pénalités de retard :	170 €
2) Frais huissier :	201 €



b) Fonds dédiés :

Les fonds dédiés concernent le chœur de clarinettes « Le Souffle d'Ebène » et le chœur « Latelier »

Au 31/08/2024, les fonds non consommés affectés à ces projets s'élèvent respectivement à 23 773 € et 8 108 €. Ils figurent au passif du bilan.

7. Engagements

Cf 5.b.2 indemnités de fin de carrière.

8. Valorisation des contributions volontaires

Les contributions volontaires concernent :

- La mise à disposition de locaux d'enseignement et de bureaux par diverses communes. Sans donnée reçue de ces communes, ces mises à disposition n'ont pas été évaluées
- Le bénévolat pour essentiellement les membres du comité. Sans donnée fiable, le bénévolat n'a pas été évalué.

Aucune retranscription des contributions volontaires dans le compte de résultat.

